

DECLARATION CGT

H C P P

DU 9 MARS 2021



Une crise sanitaire majeure bloque le pays, projetant notre système sanitaire au bord du gouffre.

Beaucoup trop de français ont subi une perte de revenus conséquente.

Combien de centaines de milliers de malades et combien de décès ?

Le secours populaire fait face à une augmentation de plus de 50% de nouveaux bénéficiaires avec de nombreux étudiant-e-s. La menace de ne plus pouvoir payer leur loyer, donc la menace d'expulsion de leur logement, aggrave le marasme chez les plus fragiles.

La Fondation Abbé Pierre recense plus de 350 000 sans domicile fixe.

Tout le monde a bien compris que les pouvoirs publics ont masqué l'indigence, l'incompétence, la pénurie à gérer cette crise dans le plus grand cafouillage, accentué par l'hypertrophie de l'information, manipulatrice et approximative.

Après la pénurie de masques, de gants puis de tests maintenant une campagne vaccinale est conduite dans le plus grand embrouillamini.

Outre l'impréparation du système de santé, sa gestion en dépit du plus élémentaire bon sens, depuis plus d'un an, aucune mesure significative, ni enseignement n'ont été pris.

Les structures sanitaires, sociales et médico-sociales ont pu résister grâce à leurs personnels, mais cette organisation aléatoire s'effondre aujourd'hui dans une crise profonde, avec cette troisième vague. Hier applaudi-e-s, les professionnel-le-s sont aujourd'hui accusé-e-s de contaminer les patient-e-s. Aucune étude scientifiquement approuvée n'étaye la théorie que les infections nosocomiales Covid seraient pour un tiers venues des soignant-e-s. Par contre, les arrêts de travail consécutifs à la vaccination ont une répercussion sur les primes, l'application du jour de carence et freinent les soignant-e-s.

Les personnels sont épuisés et en colère. Ce qu'ils veulent ce sont des effectifs qualifiés et à hauteur des besoins, des lits dans les services et en réanimation, mais aussi que l'on respecte leur métier, que cesse ce découpage saucissonné de compétences qui remet en cause profondément l'éthique professionnelle.

Depuis plus de deux ans pourtant, les professionnel-le-s tiraient la sonnette d'alarme !

Mais en vain !

Cette crise leur donne raison et surligne le mauvais état de l'ensemble de notre système de santé.

La LFSS 2021 reprend les vieilles logiques de maîtrise du monde d'avant. Les mesures liées au Ségur de la santé, imposées par le rapport de force du printemps 2020, n'accordent que 5 milliards de revalorisation salariale, mais qui sont toujours bons à prendre. Cela est maigre au regard par exemple de la générosité du fonds de solidarité d'aide aux entreprises qui a dépassé les 15 milliards d'euros en 2020. Malgré ce rattrapage (qui légitime les revendications des personnels méprisés) on est loin d'être à la hauteur des attentes.

Cette conception productiviste de l'activité s'appuie sur un « management » technocratique. Après l'épisode pandémique printanier, les personnels espéraient ne pas retrouver « l'hôpital d'avant »....

Le gouvernement est vite revenu à une gestion comptable et managériale, sans moratoire sur les fermetures de lits, sans plan massif d'embauche, sans revalorisation salariale à la hauteur de la reconnaissance, de la qualification et de l'engagement de la responsabilité. D'où le mal vivre des personnels en stress permanent, le-la patient·e· devenant non plus un être humain avec lequel se noue une relation thérapeutique, mais un pourvoyeur de recettes. Tout cela conduit à une perte de sens au travail. La CGT le répète, l'éthique professionnelle est grandement déviée, cela choque les collègues.

Un point particulier au lendemain de la journée internationale des droits des femmes dont la représentation est de 78% dans la Fonction publique hospitalière. La reconnaissance de leurs qualifications n'est toujours pas valorisée à la hauteur de la technicité et de la responsabilité. Les mesures du Ségur sont plus managériales qu'un levier de rééquilibrage des droits, des salaires et de la reconnaissance de ces métiers à prédominance féminine.

Les professions du soin, ainsi que les emplois précaires sont « réservés » aux femmes. La CGT demande la reconnaissance des qualifications en premier dans le salaire, avec un retour à la péréquation avec les pensions de retraite.

Il est urgent de réagir pour engager le progrès de la condition humaine, pour bannir la domination qu'elle soit masculine ou hiérarchique, au lendemain de la journée internationale de lutte des droits des femmes.

Depuis plusieurs mois, la CGT a initié une campagne 10% pour la Fonction publique pour répondre aux exigences au plus près des besoins.

- ▶ 10% d'augmentation tout de suite du point d'indice, c'est une juste reconnaissance du travail quotidien.
- ▶ 10% d'effectif en plus, c'est un minimum pour répondre aux besoins de service public.
- ▶ 10% de temps de travail en moins, c'est nécessaire pour améliorer les conditions d'exercice au service des missions que nous assurons et pour créer de nouveaux emplois.

Cette campagne de la Fonction publique fait l'objet d'une demande de transposition pour le secteur privé lucratif et non lucratif.

Fait à Montreuil, le 9 mars 2021